

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Areva-le-serpent-de-mer-de-l,19676>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue de presse > **Areva : le serpent de mer de l'ouverture de capital**

10 décembre 2010

Areva : le serpent de mer de l'ouverture de capital

Par Source AFP

Le groupe nucléaire public Areva, qui a obtenu, vendredi, une première recapitalisation de 900 millions d'euros, demande depuis sa création en 2001 une ouverture de son capital (détenu à 93 % par l'État) afin de financer son développement en faisant appel à de nouveaux investisseurs.

Voici les principales dates de ce feuilleton à rebondissements :

2001

- 3 septembre : lors de la création du groupe, sa présidente Anne Lauvergeon affirme vouloir "mettre un maximum d'Areva en Bourse".

2004

- 12 janvier : Anne Lauvergeon affirme que son groupe sera "prêt dans quelques mois" pour une ouverture de capital.

- 10 novembre : le ministre de l'Économie, Nicolas Sarkozy, annonce une ouverture à hauteur de 35 % à 40 % pour le premier semestre 2005.

2005

- 16 mars : le nouveau ministre de l'Économie, Thierry Breton, repousse l'opération à 2006.

- 27 octobre : le Premier ministre Dominique de Villepin affirme que l'ouverture de capital d'Areva "ne fait pas partie des projets" du gouvernement.

2006

- 29 juin : Thierry Breton affirme qu'il n'y aura pas d'ouverture de capital dans "les cinq ans qui

viennent".

2007

- 31 août : Mme Lauvergeon déclare qu'une ouverture du capital est "la meilleure solution" pour le développement d'Areva.
- 2 septembre : le secrétaire général de l'Élysée Claude Guéant estime que "ce n'est pas une question d'actualité".

2008

- 30 septembre : le Premier ministre François Fillon juge qu'il n'y a "aucune urgence".

2009

- 4 février : une ouverture de capital "ne serait pas raisonnable" en raison de la crise financière, reconnaît Anne Lauvergeon.
- 12 mars : le gouvernement français étudie la possibilité d'ouvrir le capital d'Areva à des fonds publics du Moyen-Orient, révèle le Financial Times.
- 30 juin : le conseil de surveillance d'Areva décide une ouverture "à des partenaires stratégiques et industriels", à hauteur de 15 %.

Le japonais Mitsubishi Heavy Industries (MHI) se dit intéressé et les fonds souverains du Koweït et du Qatar sont cités par la presse.

2010

- 13 janvier : les discussions sur une augmentation de capital sont passées "au niveau de l'État", selon Anne Lauvergeon.
- 27 juillet : l'augmentation de capital "sera mise en oeuvre avant la fin de l'année", assure l'Élysée.
- 15 novembre : le conseil de surveillance d'Areva, qui devait examiner les offres des investisseurs potentiels, est reporté au 23 novembre.
- 22 novembre : nouveau report du conseil de surveillance, sans date ultérieure.
- 30 novembre : l'Élysée s'oppose à l'entrée du fonds souverain du Qatar et de MHI au capital d'Areva, selon Les Échos et Le Figaro.
- 1er décembre : la ministre de l'Économie Christine Lagarde annonce que l'État examine "de manière favorable" sa participation à l'augmentation de capital d'Areva et que les négociations avancent "bien" avec le fonds souverain du Koweït.
- 5 décembre : le ministre de l'Industrie Éric Besson assure que la première étape de recapitalisation est "imminente".
- 10 décembre : Bercy annonce une première recapitalisation, avec 600 millions d'euros apportés par le fonds souverain du Koweït et 300 millions par l'État français. Le conseil de surveillance doit se tenir

samedi, à 10 heures.

Une nouvelle augmentation de capital pourrait avoir lieu en 2011 avec d'autres partenaires, avance le gouvernement.